

SUR LE FRONT OUVRIER

CONTRE LE SABOTAGE PATRONAL

Contrôle ouvrier sur la production

L'Humanité du 26 juillet 1945 donne l'information suivante :

« A Argenteuil, les métallurgistes de la Lorraine et de Jumo ont, en cinq mois, quadruplé la production. » Et sur la même page proteste contre l'aide économique à l'Espagne franquiste : « C'est ainsi que « La Lorraine » d'Argenteuil vient de fabriquer des essieux de trolleybus pour la Société Escanossa, de Saragosse. »

Ainsi, bien que l'usine soit nationalisée, la direction peut continuer à fournir qui il lui plaît ?

M. le Ministre de l'Air pourrait-il nous dire avec l'accord de qui la direction « nationalisée » a-t-elle été nommée ? Avec celui des ouvriers de la Lorraine, ou avec celui des actionnaires ?

Tous les efforts de reconstruction des travailleurs, tous leurs sacrifices ne serviront pas les besoins des masses, mais seulement ceux des trusts si n'est pas instauré le

CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION

sur les livres et sur les tractations des directions nationalisées ou non.

L'UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ALLEMANDE

A la Régie Renault, M. Lefaucheux, directeur général, a adressé le message suivant à ses ouvriers :

« Plusieurs centaines de milliers de déportés politiques ne reviendront pas d'Allemagne. Ceux d'entre eux qui n'ont pas été exécutés purement et simplement n'ont pas pu résister à la faim, au froid, à l'excès de travail et aux mauvais traitements. »

Les nazis ne sont pas les seuls responsables de leur mort. Les patrons allemands les ont employés, des ouvriers allemands ont travaillé à côté d'eux sans les secourir, des paysans allemands les ont vu passer sur les routes sans s'insurger contre leurs gardiens. Tous les Allemands, sans distinction, sont donc responsables de ces crimes. Or, on me signale que dans certains ateliers, des prisonniers allemands reçoivent des marques de sympathie, des fruits, des cigarettes. Certains Français ont vraiment la mémoire courte. Je les rappelle au sentiment des convenances et je leur signale que tout membre de la Régie Renault qui sera surpris à fraterniser avec les boches sera renvoyé sans préavis ni indemnité.

Le Président,
Directeur Général :
LEFAUCHEUX.

M. Lefaucheux, qui est un fasciste notoire, tient beaucoup à ce que les ouvriers français haïssent les ouvriers allemands. Il tient beaucoup à ce que ceux-ci soient fourrés dans le même sac que les assassins nazis, alors qu'ils en ont été les premières victimes.

On comprendra mieux ce zèle lorsqu'on saura que les prisonniers allemands, quelque soit leur spécialité, ne coûtent aux patrons que le salaire d'un manœuvre le plus mal payé, et de plus ils ne peuvent présenter aucune revendication. Il faut donc à tout prix que les ouvriers français et les ouvriers allemands soient totalement isolés. Ainsi on pourra se servir des seconds comme masse de manœuvre de main-d'œuvre au rabais, contre les exigences des premiers à de meilleurs salaires.

Non, les travailleurs allemands ne sont pas responsables des crimes nazis. Les ouvriers de chez Renault répondront par la seule attitude conforme à leurs intérêts de classe en discutant avec les travailleurs allemands avec qui ils sont en contact et en leur faisant sentir par leur attitude de solidarité que l'ennemi n° 1, chez nous comme chez eux, c'est le patron qui tente de nous diviser pour mieux nous exploiter.

C'est ce qu'ont compris les camarades de chez Renault contre qui LEFAUCHEUX vitupère. Et ils ne sont pas les seuls, ainsi qu'en témoigne l'attitude des ouvriers des ardoisières de Trélazé. Leur première réaction à l'annonce de l'arrivée des prisonniers allemands a été de dire qu'ils leur « en feraient baver ». Les prisonniers ont pris le travail avec, pour leur repas du midi, une bouteille d'eau avec du café et un quignon de pain. Cela n'a pas duré car les ouvriers français, au bout de quelques jours, ont partagé leur ration avec eux.

De même, en ce qui concerne les prisonniers allemands mineurs dans la même région. A la sortie du fond de la mine, ils vont aux douches ou lavabos avec les mineurs français. Les prisonniers sont accompagnés d'un garde-chiourme (volontaire français armé). Celui-ci veut jouer à l'intimidation envers les prisonniers en venant aux lavabos les faire presser sous la menace du revolver. Les ouvriers français l'ont foutu proprement à la porte et sans ménagement.

C'est ainsi et non en brimant les travailleurs allemands (cependant que les SS et les officiers se prélassent dans l'oisiveté des camps, sans doute espère-t-on encore se servir d'eux à l'occasion), que nous préparerons notre propre émancipation, nous souvenant de la parole de Marx : « Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre. »

programme sur lequel se réalise cette fusion. La classe ouvrière rêve de la fusion des partis ouvriers, car elle espère ainsi accroître sa capacité de résistance aux trusts, au capitalisme. Ceci est parfaitement vrai et valable, mais seulement dans la mesure où cette fusion se fait sur des bases programmatiques et des mots d'ordre susceptibles de porter les coups les plus violents aux trusts et à la bourgeoisie, et capables au bout du compte de liquider le système capitaliste. Nous ne devons pas croire qu'une fusion, si numériquement large soit-elle, peut résoudre en elle-même un seul des problèmes qui se posent à la classe ouvrière. Ce serait, en France, une illusion catastrophique — et les partis ouvriers la cultivent soigneusement — que de considérer l'unité P.C., P.S. comme un remède universel : unité = disparition du fascisme, unité = disparition des trusts, etc...

Eh bien non !! Le fascisme et les trusts seront à l'agonie quand la classe ouvrière se sera regrouper dans un parti révolutionnaire. Si, en 1921, les militants qui allaient constituer le P.C. ont quitté le P.S., c'est parce qu'ils considéraient que l'avantage de se trouver groupés était loin de compenser l'inconvénient de continuer à suivre les mots

d'ordre d'un parti qui collaborait en fait, depuis 1914, avec la bourgeoisie. Cette indépendance nécessaire n'excluait pas — bien au contraire — une unité d'action tout aussi nécessaire de la classe ouvrière pour des objectifs précis. Voici comment s'exprimaient à ce sujet les « Thèses sur l'unité du Front prolétarien » adoptées au 4^e congrès de l'Internationale Communiste : « Tout en se soumettant à la discipline de l'action, les communistes doivent absolument se réserver le droit et la possibilité d'exprimer non seulement avant et après, mais encore pendant l'action, leur opinion sur la politique de toutes les organisations ouvrières sans exception... En préconisant l'unité de toutes les organisations ouvrières dans chaque action politique contre le front capitaliste, les communistes ne peuvent renoncer à la propagande de leurs points de vue qui, seuls constituent l'expression logique des intérêts de la classe ouvrière ». Et, plus loin « Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, y compris par conséquent les anarchistes et les syndicalistes »...

Nous, trotskystes, n'avons jamais cessé de faire appel à l'unité de la classe ouvrière. Et nous sommes aussi pour l'unité organique de tous les partis ouvriers, donc pour la constitution du Parti Ouvrier Français dans la mesure où le programme de celui-ci sera un instrument de lutte efficace entre les mains de la classe ouvrière et où il sera capable de faire progresser les revendications des masses et hâtera la venue du socialisme en France et dans le monde. Mais nous nous refusons à croire et à laisser croire en la vertu de l'unité en elle-même, à croire et à laisser croire que le problème du Parti Ouvrier Français se réduit à la conciliation harmonieuse de ses « composantes » c'est-à-dire le « dynamisme » du P.C. et la « souplesse », « l'esprit démocratique » du P.S. L'accession d'Hitler au pouvoir en 1933, n'est pas due, comme on veut bien souvent le dire, à l'absence de l'unité d'action entre le P.C. et les social-démocrates allemands, mais à une ligne politique archi-fausse dont le refus de l'unité d'action avec les social-démocrates était un des aspects essentiels. Et si nous voulons tirer les leçons de la révolution espagnole de 1936 à 1939, nous voyons bien que ce n'est pas l'absence d'unité qui est cause de son échec mais bien l'absence d'un programme et d'un parti révolutionnaire.

Ainsi donc, les militants du P.C. et du P.S. ne peuvent se contenter d'une « charte d'unité » qui énonce quelques principes ronflants et inoffensifs. Ils voudront que le Parti Ouvrier Français se constitue avec un programme qui soit une arme véritable contre les trusts et contre le fascisme, contre la guerre et contre le capitalisme. Ils doivent exiger que l'unité de tous les partis ouvriers se fasse sur les bases d'un programme effectif de lutte de classe, d'un soutien de toutes les revendications de la classe ouvrière, de l'armement du prolétariat en vue de défendre ces dernières et de passer à l'offensive contre les exploiters capitalistes, pour instaurer la dictature du prolétariat. Ils doivent exiger enfin que ce programme s'inscrive dans la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde, c'est-à-dire exiger qu'il soit fait appel à la classe ouvrière de tous les pays en vue d'adopter un programme semblable qui sera la base d'une nouvelle Internationale révolutionnaire.

Un tel programme et une telle volonté peuvent seuls liquider le chaos capitaliste actuel et frayer la voie au socialisme. Mais ceci dit, restons-nous indifférents à l'unité d'opportunisme et de défection que les dirigeants du P.S. et du P.C. envisagent actuellement ? Pas du tout : cette fusion

apportera aux ouvriers socialistes la preuve qu'il ne suffit pas d'ajouter arithmétiquement les adhérents de deux grands partis ouvriers pour obtenir une victoire décisive sur la bourgeoisie, les trusts et son fascisme.

Il ferait l'expérience du parti unique, du programme unique ou la responsabilité commune des dirigeants ne permettrait pas les dérobades dans les échecs et le rejet de la faute sur le voisin. Peut-être aussi une démocratie interne forcément accrue par rapport à celle presque inexistante du P.C. favoriserait-elle la discussion et l'expression des tendances révolutionnaires qui ne demandent actuellement qu'à se manifester. Mais à un tel parti, le P.C.I. ne peut donner son adhésion. Aucune des raisons qui ont motivé le départ ou l'exclusion de nos membres du P.C. ou de la S.F.I.O. n'a disparu, bien au contraire. Depuis, ces raisons n'ont fait, hélas, que se renforcer. Et sous la conduite des réformistes et des stalinien, la classe ouvrière est allée de défaite en catastrophe jusqu'à la présente guerre impérialiste qui a dévoré plus de 20 millions d'ouvriers et de paysans. Le P.C.I. ne peut prendre la responsabilité d'entrer dans un parti dont le programme ne peut que prolonger un tel état de choses jusqu'à la chute de la civilisation dans la barbarie totale. Il doit dénoncer impitoyablement les trahisons des organisations groupant la classe ouvrière et poser inlassablement aux masses le problème de la formation du parti révolutionnaire.

Aux Editions du Parti

L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale (programme transitoire) 20

Du travail et du pain pour tous : le programme d'action des trotskystes 10

Critique du discours de Thorez, à Ivry. 2

Le Manifeste Communiste, édité par nos camarades belges (préface de Léon Trotsky) 12

Bibliothèque Marxiste

Leçons d'Espagne, dernier avertissement (Léon Trotsky) 5

90 années de manifeste communiste (L. Trotsky) 5

Juin 36 (Lamark)... 5

Evolution économique de l'U.R.S.S. (Imbert) 5

Après Munich (L. Trotsky) 5

Bolchevisme et stalinisme (L. Trotsky) 5

L'UNITÉ ET LES TROTSKISTES

La question de l'unité agite les rangs du P.C. et du P.S., passionne toute la classe ouvrière. L'Humanité et le Popu y consacrent quotidiennement un article, les hebdomadaires politiques enquêtent, interrogent, concluent ; 25 ans après la scission de Tours, le P.S. et le P.C. se posent le problème de la fusion ; 25 années dont les 14 premières ont été des années de « luttes sauvages », dans lesquelles « on se qualifiait mutuellement de traîtres à la classe ouvrière ou de fous criminels et d'agents provocateurs et encore de « social-fasciste ». Mais à partir de 1934, et surtout de 1935, l'orientation nouvelle du P.C., son acceptation de la défense nationale et sa stratégie des Fronts Populaires impliquent un rapprochement des deux grandes organisations ouvrières, dont les programmes tactiques ne présentent plus de notables différences. Pourtant, en 1939, les exigences de la politique extérieure de l'U.R.S.S. rejettent le P.C.F. dans l'opposition. Il faudra attendre la déclaration de guerre de l'Allemagne à l'Union Soviétique pour un nouveau rapprochement. Enfin l'avènement de la IV^e République, la participation des ministres stalinien au Gouvernement, l'évolution sans cesse plus marquée du P.C.F. vers la droite, tout cela met à l'ordre du jour l'unité organique. Le Congrès du P.C. l'a accepté, le Congrès du P.S. préfère « pour l'instant » l'unité d'action.

Le P.C. a besoin de cette unité en raison de sa politique d'union à tout prix, gage du maintien de l'alliance franco-russe, et de son désir de contrôler pour cela plus étroitement la classe ouvrière. Les dirigeants du P.S. sont un peu moins chauds pour l'unité organique : plus que leurs

craintes officielles sur l'absence de démocratie intérieure du P.C. et sa dépendance vis-à-vis de l'Union Soviétique, ce qui les retient c'est la peur de voir leur influence sur la classe ouvrière diminuer encore au contact permanent de leurs adhérents avec la base plus ardente du P.C. et les dirigeants stalinien « plus prestigieux ».

Ainsi donc écrit le socialiste André Blumel dans « Action », que reste-t-il des positions prises en 1920 ? « Vingt années ne sont qu'un atome dans l'histoire de l'espèce humaine, un quart de siècle de luttes politiques change profondément le comportement des partis. On l'a vu, la cristallisation des antagonismes s'était opérée en 1920 sur la conception de la défense nationale en régime capitaliste, l'indépendance et l'autonomie des partis, l'action clandestine, l'attitude à l'égard de la révolution russe. Les montagnes se sont rapprochées. Le parti communiste de 1945 ne s'exprime pas comme celui de 1920 sur la défense nationale... » Voici donc le problème posé replacé sur son véritable terrain. Car ce n'est pas la fusion elle-même qui présente de l'intérêt, mais le

Souscription pour que soit entendue la voix de la IV^e Internationale :

Liste n° 476 :

R.J., 250 ; Un groupe de campeurs, 100 ; Valette, 50 ; Blot, 10 ; Louis, 50 ; Un jeune métallo, 25 ; Vannier, 25. Total : 510 fr.

Un soldat américain à la Vérité : 100 fr.

C.C. Postal 4825.72 Paris (14^e)